

# COMMUNE DE GIRONDE SUR DROPT

## REGISTRE DES DELIBERATIONS

### SEANCE DU 23 janvier 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-trois janvier à 19 heures, le Conseil Municipal de GIRONDE SUR DROPT, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur BOS.

**Date de la convocation** : 18 janvier 2019

**Présents** : Mmes BENTEJAC, BERGADIEU, CASAGRANDE, PLUMAUGAT, TEYSSANDIER MM BOS, BEYRIE, COMBE, LAZARE, MOUTIER, TORRENTE  
Absente ayant donné pouvoir : Mme CHIAPPA (Mr MOUTIER)

**Absents** : Mme LIZOLA, MM FLAZINSKA, SERVENTIE-LACROIX

Mr Philippe MOUTIER a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint, il demande à l'assemblée de signer le procès-verbal de la séance précédente.

L'ordre du jour est le suivant :

#### - **Demande de subvention DSIL aménagement du bourg**

L'aménagement du bourg de la commune est un des grands projets dans lequel s'est investi la municipalité.

Monsieur le Maire rappelle que ce projet fait l'objet d'une fiche action du Contrat de ruralité du Réolais en Sud Gironde : l'aménagement du bourg est inscrit au sein de la thématique n°2 du contrat « revitalisation des bourgs-centres », action n°2.4.

Cet aménagement apparaît aujourd'hui indispensable et urgent. En effet, le bourg de la commune s'organise le long de la route départementale 1113, axe très emprunté reliant Langon à La Réole. Bien que la présence de cet axe routier soit porteuse pour les commerces girondais, il engendre certaines nuisances et un réel problème de sécurité. De nombreux accidents ont d'ailleurs été recensés sur cet axe ces dernières années.

Afin de remédier à ce problème sécuritaire et d'insuffler un nouveau dynamisme au bourg de la commune, la municipalité a lancé une étude pré-opérationnelle d'aménagement.

Fort de cette étude et sur les conseils de son équipe de maîtrise d'œuvre, la municipalité a défini les aménagements prioritaires à mener en 2019.

Ces travaux viseront à sécuriser le cœur de bourg en aménageant des cheminements piétons reliant les équipements publics aux commerces et en abaissant la vitesse de circulation des

automobilistes. Au-delà de ces enjeux sécuritaires, les travaux d'aménagement s'attacheront également à renforcer l'attractivité de la commune en valorisant le patrimoine du centre bourg. Enfin, une attention particulière sera portée à l'aménagement paysager qui se voudra

responsable et peu consommateur en eau.

Le coût total des travaux est estimé à : 527 606 €

Etant donné que l'aménagement du bourg de Gironde sur Dropt est une des actions retenues dans le cadre du Contrat de ruralité du Réolais en Sud Gironde, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès de l'Etat via la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Le plan de financement serait le suivant :

Coût des travaux :	527 606 €
Subventions sollicitées :	
- DETR : 58 311 €	
- Conseil Départemental de la Gironde :	231 607 €
- DSIL (Contrat de ruralité) :	132 166 €
Reste à financer par la commune :	105 522€

Après divers échanges, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE le projet et plan de financement proposé

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès des services de l'Etat et à signer tous les documents s'y référant

- ***Contribution volontaire exceptionnelle au SDIS 33***

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Gironde a connu entre 2002 et 2018 une croissance démographique de 271370 habitants, répartie de la façon suivante : 110 041 sur le territoire métropolitain, 14195 habitants pour la COBAS et 146 774 habitants sur les autres intercommunalités. Cette croissance a une répercussion importante sur les besoins d'intervention des services départementaux d'incendie et de secours de la Gironde, ce qui entraîne un surcoût financier conséquent.

Une réunion entre les différentes intercommunalités a été organisée le 11 octobre 2018 et à l'initiative du Département, il a été proposé de compenser cette charge financière par une contribution volontaire de Bordeaux Métropole, des EPCI et du Département. Cette contribution pour chaque EPCI sera calculée au prorata de leur population DGF 2018 sur la population totale DGF 2018 des EPCI, hors Bordeaux Métropole.

Pour la communauté de communes du Réolais en Sud Gironde la subvention s'élèverait à **24180 €**, répartie en entre les communes, ce qui représente pour Gironde sur Dropt la somme de **1255 €**.

Monsieur le Maire tient à souligner que le SDIS assurera les opérations de contrôle des points d'incendie publics.

Le conseil municipal, conscient de l'importance du travail accompli par le SDIS, accepte à l'unanimité à titre exceptionnelle le versement de cette participation financière.

**- Conventonnement avec l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPF NA)**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les missions de l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPF).

En effet, L'EPF, qui n'est pas un aménageur, est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires.

Ainsi, afin de mettre en place certains projets visant à renforcer le développement local et à améliorer l'habitat au sein de la commune, l'EPF pourrait réaliser des missions de portage foncier pour le compte de la commune.

Monsieur le Maire précise que l'intervention de l'EPF est gratuite et se formalise par la signature d'une convention. Cette convention délimitera également le périmètre d'intervention de l'EPF au sein de la commune.

Il convient de préciser que la convention sera effective pour une durée de 5 ans. L'engagement financier de l'EPF pour l'ensemble des opérations visées dans la convention sera de 800 000 € HT.

Par ailleurs, afin de permettre à l'EPF de réaliser pleinement sa mission de portage foncier, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de lui déléguer le droit de préemption urbain dont bénéficie la commune. Ce droit de préemption ne sera délégué que sur les secteurs clairement identifiés dans la convention liant l'EPF et la commune.

Après divers échanges, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE la démarche de travail avec l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y référant

APPROUVE la délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine sur les secteurs qui seront identifiés dans la convention.

**- durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration**

*1. Etat d'avancement de la procédure d'élaboration du PLUi*

En préalable à la présentation au conseil municipal des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables, Monsieur le Maire expose l'état d'avancement de la procédure d'élaboration du PLU intercommunal prescrite par délibération du conseil communautaire n°DEL-2015-148 du 28 décembre 2015.

Il est précisé que :

Par délibération n°DEL-2015-147 du 28 décembre 2015, les modalités de collaboration avec les communes membres ont été arrêtées, après réunion de la conférence intercommunale le même jour.

Par délibérations complémentaires n°DEL-2017-098, DEL-2017-099 et DEL-2017-100 du 12 juillet 2017, des compléments sont apportés à la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi, fixant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation et à celle arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes membres (après réunion de la conférence intercommunale des Maires le 09 février 2017), puis il est décidé d'appliquer au PLUi en cours d'élaboration l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La délibération n°DEL-2017-099 approuve également l'extension à la totalité du territoire de la Communauté de Communes l'élaboration du PLUi, suite à l'extension du périmètre intercommunal à cinq nouvelles communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Ces cinq délibérations ont été affichées au siège de la Communauté de Communes et dans les mairies des Communes membres, mention de leur affichage a été publié dans la presse et elles ont été transmises au contrôle de légalité et notifiées aux personnes publiques associées (PPA).

### 1.1. Objectifs poursuivis

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLUi sont les suivants :

- Suite à la recomposition du territoire communautaire, élaborer un projet commun de développement durable du territoire, compatible avec le SCOT du Sud-Gironde.
- Dans la continuité de la démarche Agenda 21 Local France, promouvoir un développement durable de la Communauté de Communes en recherchant un équilibre entre habitat, agriculture, vie économique et protection des richesses patrimoniales et naturelles et de la cohésion sociale.
- Afin de répondre aux demandes de logements qui peuvent s'exprimer du fait notamment de la proximité avec Bordeaux, Langon et Marmande, densifier les zones urbanisées des centres villes ou bourgs, reconquérir les logements vacants et permettre un développement maîtrisé et cohérent des communes, afin de lutter contre l'étalement urbain et la consommation foncière, de préserver les espaces naturels et agricoles et de limiter l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques.
- Sur la base des objectifs défini à l'échelle du SCOT du Sud-Gironde, permettre le développement démographique en garantissant notamment les conditions d'accueil d'une nouvelle population (accès aux équipements, aux transports, aux services et à l'emploi), ainsi qu'une offre de logements en quantité suffisante, diversifiée et adaptée aux différentes populations du territoire (personnes âgées, jeunes, travailleurs saisonniers, logement d'urgence).
- Conforter le développement économique du territoire, notamment à travers le dynamisme des filières agricole, forestière, agro-alimentaire, artisanale, commerciale et industrielle, et à travers le développement des réseaux de communications numériques.
- Assurer le confortement et la diversification des activités touristiques, en s'appuyant notamment sur les déplacements doux (Chemin de Saint Jacques de Compostelle, projet de piste cyclable), le patrimoine architectural et les cours d'eau (Garonne, Dropt, canal,) et lacs (Brouqueyran, Fontet, ...) du Réolais en Sud-Gironde.
- Préserver et mettre en valeur un patrimoine riche, caractérisé notamment par La Réole, labellisée ville d'art et d'histoire, par des sites classés ou inscrits (Moulin de Loubens, Halles de Monségur, Châteaux, Eglises,...) et par des patrimoines vernaculaire et de proximité, ainsi que par des sites naturels et remarquables (Vallée du Dropt, Coteaux de Monco,...) qui forgent les identités de notre territoire et qui sont des éléments majeurs de l'attrait touristique du Réolais en Sud Gironde.

- Conserver, restaurer et protéger les milieux naturels, les continuités écologiques et les paysages propres au Réolais en Sud-Gironde.
- Favoriser le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments, afin de participer à la concrétisation de l'engagement du territoire dans la démarche Territoire à Energie Positive (TEPOS).

## 1.2. Concertation avec la population

Les modalités de concertation avec la population mises en œuvre tout au long de l'élaboration du projet sont les suivantes :

- Informations diffusées sur le site internet de la communauté de communes et le journal intercommunal, ainsi que dans la presse locale, afin d'informer le public sur l'état d'avancement de la procédure et le contenu des travaux en cours.
- Réunions publiques aux grandes étapes de la procédure afin d'informer le public sur l'état d'avancement de la procédure et le contenu des travaux en cours et de le faire participer. Ces réunions publiques seront déclinées et organisées de façon déconcentrée et répartie sur 3 secteurs.
- Mise à disposition du public au siège de la Communauté de Communes d'un dossier relatif aux travaux du PLUi, accessible aux heures et jours habituels d'ouverture.
- Mise à disposition du public d'un registre permettant le recueil des observations, remarques ou suggestions du public au siège de la Communauté de communes et dans les mairies et accessible aux heures et jours habituels d'ouverture.

La concertation avec le public a démarré :

- des informations sont diffusées régulièrement sur le site internet de la Communauté de communes sur la page : <http://www.reolaisensudgironde.fr/index.php/2015-01-20-16-25-30/urbanisme/plan-local-d-urbanisme-intercommunal> ;
- des informations sont publiées également dans les gazettes communales, le journal intercommunal (juillet 2016, juillet 2017, mai 2018, octobre 2018) et dans la presse locale ;
- le diagnostic territorial a été présenté lors de réunions publiques, proposées sur trois dates/horaires et lieux différents :
  - Mardi 15 mai 2018 à 18h30 – Salle des fêtes de Pondaurat (8 le bourg)
  - Mardi 22 mai 2018 à 14h30 – Salle des fêtes de Roquebrune (La Violette Sud)
  - Mardi 22 mai 2018 à 18h30 – Salle des fêtes de Mongauzy (4 le Bourg Sud)
- la mise à disposition du public au siège de la Communauté de Communes d'un dossier relatif aux travaux du PLUi a débuté en mars 2017 (y est notamment annexé le porté à connaissance des services de l'Etat, la présentation et les comptes-rendus des réunions publiques relatives au diagnostic), les documents sont également disponibles sur le site internet de la Communauté de communes ;
- la mise à disposition du public d'un registre permettant le recueil des observations, remarques ou suggestions du public au siège de la Communauté de Communes et dans les communes membres a démarré, on recense un peu plus de 130 observations. Si la plupart des remarques concernent le classement en zone constructible de terrains, certains habitants demandent le maintien en zone naturelle de parcelles, la protection pour un arbre remarquable, la modification de périmètres d'Espaces Boisés Classés (EBC), la possibilité de faire changer de destination d'anciens bâtiments agricoles, la possibilité de réaliser des extensions et des annexes,...

En plus de ces outils de concertation, la Communauté de Communes a mis en place une méthode innovante de concertation axée sur la question du bien-être (SPIRAL). A ce jour, environ 140 personnes ont participé à un atelier SPIRAL.

### 1.3. Association des PPA

La Communauté de communes a notifié aux personnes publiques associées (PPA) les cinq délibérations citées ci-avant.

Le porté à connaissance des services de l'Etat est reçu en octobre 2017.

Une réunion s'est tenue le 16 octobre 2017, avec les PPA en vue de leur présenter la démarche de PLUi engagée par la Communauté de Communes.

En fonction des thématiques, les PPA et d'autres partenaires ont été associés aux groupes de travail de la phase diagnostic (4 décembre 2017, 18 décembre 2017, 15 janvier 2018, 29 janvier 2018, 12 février 2018 et 26 février 2018).

Le diagnostic a été exposé aux PPA, le 29 mars 2018, et une réunion s'est déroulée le 27 septembre 2018, pour leur présenter le projet de PADD en cours d'élaboration.

### 1.4. Collaboration avec les communes membres

Pour mémoire, la collaboration avec les communes membres prévoit l'intervention de plusieurs instances :

A l'échelle communautaire :

- Le **conseil communautaire** arbitre les décisions. Il doit :
  - ✓ Prescrire le PLUi, fixer les objectifs poursuivis et les modalités de concertation et arrêter les modalités de collaboration avec les communes.
  - ✓ Débattre sur le PADD.
  - ✓ Arrêter le projet de PLUi et tirer le bilan de la concertation, avant l'enquête publique.
  - ✓ Approuver le PLUi, après d'éventuelles modifications suite à l'enquête publique.

Il tient au moins une fois par an un débat sur la politique locale de l'urbanisme.

- La **conférence intercommunale des maires**, qui regroupe l'ensemble des maires de la Communauté de Communes, sera amenée à se réunir à différents stades de la démarche d'élaboration du PLUi.

En tant qu'espace de discussion entre les communes, elle peut être saisie à tout autre moment de l'élaboration du PLUi, à la demande du Comité de Pilotage, afin de développer des points thématiques ou de traiter de questions stratégiques ou d'enjeux politiques.

- Le **comité de pilotage** est composé des membres du bureau exécutif (Président et Vice-Présidents) et de l'ordre d'une dizaine d'élus représentatifs de la diversité du territoire ou dont les compétences dans certaines thématiques sont un atout pour les réflexions sur le projet de PLUi (par exemple : habitat, environnement, ...). Les missions de ce comité de pilotage sont :
  - ✓ Suivi et contribution aux études, en lien avec le cabinet d'études retenu.
  - ✓ Organisation et présidence des réflexions thématiques et géographiques selon les besoins.
  - ✓ Organisation de la concertation avec le public et association des personnes publiques associées lorsque c'est nécessaire.

Si le besoin s'en fait sentir, ce comité de pilotage peut définir des secteurs géographiques et désigner, au sein de ses membres, un élu référent par secteur.

- Des **groupes de travail** chargés de réfléchir sur des thématiques spécifiques comme l'habitat, l'économie, les espaces naturels et agricoles, l'eau (rivières et inondations), l'énergie et la transition énergétique ou encore le patrimoine architectural et paysager. Leurs travaux

alimentent les réflexions du comité de pilotage. Ces groupes de travail seront composés d'élus communaux (un délégué par commune) qui y participent selon leurs centres d'intérêts. Ils pourront être ouverts à toutes personnes intéressées au sujet.

Par ailleurs, si le besoin s'en faisait sentir, des groupes territoriaux pourraient être constitués, qui contribueraient aux réflexions du comité de pilotage, notamment en cas de définition de plans de secteurs.

- Un **comité technique** constitué d'agents de la Communauté de Communes et de représentants de personnes publiques associées (par exemple SCOT, DDTM...) et réunissant notamment les techniciens communaux qui souhaitent y participer. Ces techniciens communaux peuvent aussi participer aux groupes de travail thématiques ou territoriaux. Ce comité technique contribue aux réflexions sur le PLUi.

#### A l'échelle communale :

- Les **conseils municipaux** débattent sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Ils peuvent émettre un avis défavorable après l'arrêt du projet de PLUi. Ils contribuent aux travaux des groupes thématiques et/ou géographiques.
- Les **comités de suivi municipaux** sont composés à l'appréciation de chaque commune en incluant l' élu référent. Ces comités :
  - ✓ Suivent et participent aux études d'élaboration du PLUi. Ils sont informés, par le biais de l' élu référent communal, de l'avancement du PLUi et des retours des études réalisées.
  - ✓ Travaillent sur les réflexions thématiques, notamment en amont des groupes de travail thématiques PLUi réunis par la Communauté de Communes.
  - ✓ Sont sollicités pour le recueil d'informations et les points de vigilance et arbitrages.

Ces comités de suivi municipaux sont les garants d'un PLUi au plus près des attentes et des problématiques communales.

- Un  **élu référent** a été désigné dans chaque commune par le maire ou le conseil municipal. Cet élu :
  - ✓ Fait remonter les contributions des conseils municipaux et des comités de suivi à la Communauté de Communes, soit par le biais des membres du comité de pilotage, soit lors de réunions des groupes de travail communautaires, soit aux techniciens de la Communauté de Communes.
  - ✓ Est le garant technique de la procédure administrative (affichages règlementaires, gestion du registre de concertation et de la communication).
  - ✓ Est l'interlocuteur privilégié des techniciens et des bureaux d'études.

En l'espèce, le conseil communautaire s'est réuni les 28 décembre 2015 et 12 juillet 2017, comme explicité ci-avant pour prescrire l'élaboration du PLUi, fixer les objectifs poursuivis, définir les modalités de concertation et arrêter les modalités de collaboration avec les communes membres, ainsi qu'opter pour la nouvelle partie réglementaire du Code de l'urbanisme.

La conférence intercommunale des Maires s'est réunie le 28 décembre 2015 et le 09 février 2017.

Le Maire rappelle que le COPIL est composé des membres du bureau exécutif (Président et Vice-Présidents) et d'une dizaine d'élus qui ont été désignés par la commission Urbanisme. La composition de ce COPIL peut se modifier avec l'évolution des fonctions des élus, mais les élus qui en font partie depuis le début restent membres de cette instance (sauf s'ils ne font plus partie ni des élus de la Communauté de communes, ni de ceux d'une des communes membres).

Aujourd'hui, il est composé de : M. Bos, M. Breuille, M. Britton, M. Castagnet, Mme Delas, M. Dubouilh, M. Duchamps, M. Dussillols, M. Fraiche, M. Jausserand, M. Latrille, M. Lavergne, M. Malandit, M. Marty, M. Monto, M. Saumon et M. Zaghet.

Le COPIL s'est réuni :

- le 16 octobre 2017 pour une présentation de la démarche PLUi
- le 29 mars 2018 pour une présentation du diagnostic

- le 6 et le 27 septembre et le 8 novembre 2018 pour différentes présentations sur le projet de PADD.

Un Comité technique dédié au volet EAU s'est réuni le 6 novembre 2018.

Les élus référents communaux ont été conviés, avec les membres du COPIL, aux groupes de travail de la phase diagnostic (4 décembre 2017, 18 décembre 2017, 15 janvier 2018, 29 janvier 2018, 12 février 2018 et 26 février 2018), ainsi qu'aux groupes de travail de la phase PADD (23 avril 2018, 2 mai 2018, 14 mai 2018, 23 mai 2018, 28 mai 2018, 11 juin 2018).

Les élus référents, ainsi que l'ensemble des élus municipaux ont été conviés à :

- la réunion de lancement du PLUi, le 16 octobre 2017
- la présentation du diagnostic, le 29 mars 2018
- la présentation du projet de PADD lors de 3 réunions proposées à des horaires et lieux différents : 18 septembre 2018 à 14h30 et 18h30 et mercredi 19 septembre 2018 à 20h30.

Le Maire rappelle qu'il revient aux communes de réunir leur comité de suivi (qui peut être composé à l'identique du conseil municipal si la commune le souhaite) et qu'il est nécessaire, d'ici la fin du mois de janvier 2019, de mettre en débat le PADD dans toutes les communes. Un « kit de débat » sur les orientations générales du PADD, comprenant une trame de délibération actant de ce débat, a été fourni par la Communauté de Communes. Tel est l'objet de la présente séance.

### 1.5. Avancement des études

Le PLUi en cours d'élaboration se nourrit, notamment, des études menées par l'établissement en charge du SCOT et du porter à connaissance des services de l'Etat.

Le bureau d'étude en charge de l'élaboration du PLUi a avancé sur le diagnostic territorial, qui sera inclus dans le rapport de présentation du PLUi. Ce diagnostic a été présenté aux élus, le 29 mars 2018. Ceci a permis d'élaborer le projet d'aménagement et de développement durables, qui est la pièce maîtresse du PLUi. Cette préparation a donné lieu à de nombreuses réunions de travail avec les élus et le bureau d'étude.

Plusieurs réunions de travail du COPIL se sont tenues (le 6 et le 27 septembre 2018 et le 8 novembre 2018), dont l'une avec les PPA. Une réunion technique a été spécifiquement consacrée au volet « Eau » (6 novembre 2018).

## 2. Présentation du PADD

2.1. Cette pièce maîtresse du PLU est définie à l'article L. 151-5 du Code de l'urbanisme, qui dispose :

« *Le projet d'aménagement et de développement durables définit :*

*1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*

*2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

*Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.*

*Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».*

Le PADD trace les orientations pour l'ensemble de la Communauté de communes pour les dix à quinze années à venir.



Il comporte les six orientations générales suivantes :

- Préserver les espaces naturels sensibles et les ressources ;
- Structurer le projet d'aménagement et de développement en confortant l'armature paysagère du territoire;
- Conforter l'attractivité résidentielle du territoire ;
- Favoriser un développement urbain respectueux du cadre de vie et sobre en énergie ;
- Favoriser toutes les composantes de l'économie locale pour une plus grande autonomie du territoire ;
- Développer une politique des transports et des déplacements durables.

Des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ont été fixés.

Il est rappelé que le PADD sera traduit dans le règlement du PLUi (documents écrit et graphiques) ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

2.2. Conformément aux dispositions de l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme, un débat sur les orientations générales du PADD s'est déroulé au sein du conseil communautaire le 29 novembre 2018. Suite à ce débat, il est apparu que certains éléments nécessitaient d'être complétés, raison pour laquelle un débat complémentaire s'est tenu au sein du conseil communautaire le 20 décembre 2018.

2.3. Conformément aux dispositions de l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme, un débat s'engage entre les élus de la Commune sur les orientations générales du PADD tel que résultant de la séance du conseil communautaire du 20 décembre 2018.

Les principales remarques des élus suite à la présentation du projet de PADD concernent les thématiques relatives à **l'attractivité résidentielle du territoire ainsi que le développement urbain**. Sur ces thèmes, les élus ont fait part à Monsieur le Maire de leurs inquiétudes quant à la position du pôle Gironde sur Dropt / La Réole au sein du PADD. En effet, chaque commune est traitée individuellement et la notion de pôle, telle que définie par le SCOT, n'est pas retranscrite.

Monsieur le Maire précise qu'une note émanant du sous-préfet a été rédigée en ce sens.

Les élus remarquent également que plusieurs villes ont été identifiées comme ayant un potentiel très élevé de développement : le renforcement d'un réel pôle Gironde / La Réole permettrait d'assoir la position du territoire du Réolais en Sud Gironde sur l'axe D1113 Langon / Marmande.

Sur ce même thème, les élus se questionnent sur la méthode de classification des communes : la dynamique actuelle n'est pas prise en compte. En ce qui concerne Gironde sur Dropt, le nombre de logement a particulièrement augmenté depuis 2015 et plusieurs projets d'habitat notamment social sont en cours. De plus, afin d'être en cohérence avec les orientations du SCOT, les élus précisent qu'il aurait été préférable de cumuler les indicateurs de Gironde et sur Dropt et de La Réole.

Concernant les prescriptions liées à l'habitat, les élus s'interrogent quant aux adéquations avec le futur PLH. La densification de l'habitat sur la commune doit nécessairement permettre une mixité sociale. Les élus demandent à avoir des précisions sur la mise en œuvre des enjeux de mixité sociale et leur répartition au sein du territoire.

En effet, les communes structurantes doivent pouvoir accueillir davantage de logements sociaux, d'habitat destiné aux seniors et aux jeunes ménages mais doivent également faciliter l'accession à la propriété privée afin de garantir cette mixité sociale.

Au sujet de l'axe « **économie locale** », les élus approuvent de façon générale la politique économique proposée, tout en suggérant d'instaurer à Gironde sur Dropt une zone de droit de préemption

commerciale au sein du bourg de la commune. L'activité économique de la commune doit être soutenue pour conforter le pôle Gironde/ La Réole.

Au sujet de la thématique agricole, les élus souhaitent obtenir des précisions sur les « distances entre bâtiments agricoles et zones d'habitation ». Ces zones tampons sont essentielles mais pourraient être créées entre zones d'habitation et zones agricoles (et non pas seulement bâtiments agricoles) afin de limiter notamment les conflits d'usage.

Enfin, au sujet de la **politique des transports**, les élus ont tenu à souligner l'importance de l'axe ferroviaire pour le territoire mais aussi des gares ; le site intermodal de la gare de Gironde sur Dropt bénéficie d'un parking aménagé sous vidéosurveillance, comprenant **une aire de co-voiturage** et un parking vélo.

En revanche, bien qu'une attention particulière soit portée aux transports collectifs via le train ou la voiture (co-voiturage), il est regrettable que l'offre de transport en bus ne soit pas davantage développée dans le PADD. Il est seulement préconisé de « tester » les services de transports à la demande pour les publics « empêchés ». Pourtant, l'implantation d'un réseau de bus accessibles à l'ensemble des habitants du territoire permettrait de réduire l'utilisation de la voiture individuelle. A titre d'exemple, les élus indiquent qu'une navette reliant les gares de La Réole et Gironde sur Dropt, desservant différents commerces ou services publics (zones de Frimont, Maison de l'Habitat, etc. ...) serait judicieuse.

\* \* \*

3. Il est précisé que les documents suivants ont été remis aux conseillers municipaux le 18 janvier 2019 par messagerie électronique et/ou en main propre :

- 1- Convocation au conseil municipal du 23 janvier 2019,
- 2- L'ordre du jour de la séance du 23 janvier 2019,
- 3- Le projet de PADD établi suite au conseil communautaire du 20 décembre 2018,
- 4- Une note de synthèse reprenant le projet de la présente délibération (excepté la partie sur le débat qui s'est tenu aujourd'hui).

4. Au vu de ces éléments, Monsieur le Maire propose à l'assemblée qu'il soit donné acte de la présentation et du débat sur les orientations générales du PADD, en application de l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme.

\* \* \*

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 153-12 ;

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015, et notamment son article 12 ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes approuvant le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » en date du 16 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté du Préfet du 28 décembre 2015 décidant du transfert à la Communauté de Communes de la compétence « PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Vu l'arrêté du Préfet du 22 décembre 2016 approuvant les nouveaux statuts de la Communauté de Communes ;

Vu la conférence intercommunale des maires en date du 28 décembre 2015 ;

Vu la conférence intercommunale des maires en date du 09 février 2017 ;

Vu la délibération n°DEL-2015-147 du 28 décembre 2015 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes et modifiée par les délibérations DEL-2016-066 et DEL-2017-098 des 14 avril 2016 et 12 juillet 2017 ;

Vu la délibération n°DEL-2015-148 du 28 décembre 2015 prescrivant la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, modifiée par la délibération DEL-2017-099 du 12 juillet 2017 ;

Vu la délibération DEL-2017-100 du 12 juillet 2017 décidant d'appliquer au PLUi en cours d'élaboration l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;

Vu le projet de PADD dans sa version issue du débat du 29 novembre 2018 et du débat complémentaire du 20 décembre 2018 ;

\* \* \*

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et avoir débattu des orientations générales du PADD, le conseil municipal réuni en séance publique :

- 1- DONNE ACTE de la présentation du PADD puis de la tenue, en séance plénière, d'un débat sur les orientations générales du PADD en application de l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme ;
- 2- DIT que le PADD dont il a été débattu est annexé aux présentes ;

\* \* \*

*Après en avoir débattu, le présent débat est clos par le Conseil municipal ordinaire du 26 janvier 2019.*

Infos diverses :

1) Projet pépinière agricole bio :

Monsieur le Maire informe les membres du conseil de l'avancement du projet. Sur les terrains pressentis, des études et analyses de sol sont programmées. En cas de mauvais résultats, une autre solution est étudiée. Le projet doit porter sur l'approvisionnement du restaurant scolaire en légumes bio. Les volumes pour le restaurant ne doivent pas représenter plus de 30 % des volumes totaux produits sur l'exploitation. Le projet porterait sur un engagement d'environ 12 000 € de la commune. L'équipe municipale est unanime pour poursuivre le projet.

2) Implantation d'un 2<sup>ème</sup> point de collecte volontaire de vêtements pour l'association « le Relais » :

Une première borne de collecte est située près de la pharmacie. Cette borne est en surcharge permanente. L'association le Relais propose d'implanter une seconde. Il est décidé de l'installer près de l'école. A noter le travail de l'association le Relais :

- création d'emploi
- insertion et retour à l'emploi
- recyclage à 95 % des vêtements et chaussures : vêtements d'occasion en magasins spécifiques sur le territoire, également au Sénégal, transformation en chiffons doux, transformation en isolant. Le solde est incinéré en cimenterie.

3) Devenir de la maison GH rue Pierre Gemin : décision reportée au conseil de février

4) Création d'un règlement intérieur pour la cantine :

Les membres du conseil municipal, (11 voix pour, une voix contre) après échanges ont validé la nécessité de créer un règlement intérieur pour s'assurer de la bonne marche de la cantine scolaire. La rédaction du projet est confiée à Mylène.

5) Logement d'urgence :

Chaque commune a obligation de proposer un logement d'urgence. Afin de répondre à cette obligation Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de développer un projet de convention avec un hôtel et/ou des chambres d'hôtes et/ou Beauséjour. Le conseil est favorable à ce projet.

6) Dates de conseils municipaux :

Il est proposé aux élus de réunir le conseil chaque 3ième mercredi du mois. Pas d'opposition, Mylène et Patricia transmettront aux élus le calendrier retenu. La date du 30 janvier est retenue pour la préparation du budget.

7) Saint Clair :

Cette année, et exceptionnellement, la commune va prendre en charge l'organisation des manifestations de la Saint Clair. L'idée d'une « fanfare » est validée par tous. La date doit être fixée (1/2 juin ou 14/15 juin).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 heures 30 et ont signé les membres présents